

## Étape 2 : impliquer le gouvernement dans l'étude de faisabilité et publier les résultats

Il est indispensable d'impliquer le gouvernement dans l'étude de faisabilité afin d'identifier les politiques actuelles et futures, les priorités des autorités, le statut des systèmes d'alerte précoce ainsi que les initiatives en cours. C'est aussi le moyen d'obtenir des informations sur la capacité des agences gouvernementales concernées de contribuer au développement du FBP au sein du pays.

Associer l'étude de faisabilité à une introduction au FBP permet également de mobiliser les autorités pertinentes (gestion des risques de catastrophe, services hydrométéorologiques nationaux [SHN], etc.) et d'expliquer l'utilité du FBP pour combler les lacunes entre la préparation et la réaction.

Une fois terminée, l'étude de faisabilité doit être présentée au gouvernement en indiquant les liens avec les politiques, programmes et plans complémentaires, les faiblesses et opportunités, avec si possible une feuille de route pour les étapes suivantes du FBP.

### Étude de faisabilité en Ouganda

Utiliser des éléments probants pour renforcer le SAP national au moyen du FBF

Les résultats de l'étude de faisabilité menée en Ouganda ont été présentés aux autorités gouvernementales au niveau national afin de valider les phases d'implémentation suivantes et de se mettre d'accord à ce sujet. Cette étape était importante, car les dialogues ultérieurs avec le bureau du Premier ministre faisaient constamment référence à ses résultats. L'étude pointait en particulier l'absence d'un système d'alerte précoce et d'un modèle de prévision des crues dans le pays. Cette lacune a servi de point d'entrée pour convaincre le gouvernement de mettre sur pied un système de FbF et de l'intégrer au centre national d'urgence et de coordination.

video: <https://www.youtube.com/watch?v=jGM0CiFza7A>



### Comment impliquer un gouvernement de manière optimale ?

*« Tout dépend du contexte de la société nationale, qui le connaît mieux que personne. En Ouganda, nous avons organisé plusieurs déjeuners-conférences, avec un ordre du jour spécifique pour chaque session. »*

Irene Amuron, conseillère technique, Centre du Changement climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge